

Les subsides

L'hon. Roy MacLaren (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, nous avons sous les yeux aujourd'hui une motion proposée par un député qui, comme je l'ai déjà fait remarquer, ne se trouve pas parmi nous. Quoi qu'il en soit, cette motion ne correspond pas à l'opinion émise par le député quand il a dit que s'il était ministre des Finances, il ferait exactement ce qu'a fait le gouvernement. D'autre part, elle contredit les faits. Si le député d'en face avait pris la peine de se renseigner, il aurait constaté l'impossibilité de justifier les allégations que contient sa motion. Néanmoins, cette dernière reflète le pessimisme dont le député a toujours fait preuve à l'égard de l'économie. C'est un véritable prophète de malheur et je ne m'étonne pas qu'il profite de l'occasion pour brosser un tableau exagérément noir des perspectives économiques du Canada, même si les faits lui donnent tort.

La teneur de cette résolution me paraît très instructive. Elle laisse entendre que le gouvernement canadien est en mesure d'éviter la chute de notre dollar par rapport au dollar américain tout en empêchant la hausse des taux d'intérêt, même si les taux d'intérêt américains augmentent. Telle est la situation à laquelle nous devons faire face aujourd'hui. Sous l'effet de deux principaux facteurs, les taux d'intérêt américains ont augmenté depuis quelques mois. On s'attend à ce qu'ils augmentent encore. Pourquoi? C'est essentiellement parce que les États-Unis enregistrent un déficit structurel très important.

Prenons un instant le temps de décrire ce déficit. Un ou deux députés d'en face voudront peut-être souligner, comme ils le font souvent, que le déficit du Canada est nettement plus élevé que celui des États-Unis. Le fait est que notre déficit diminue automatiquement quand les recettes fiscales augmentent et que le coût des programmes sociaux diminue, en période de reprise. Par contre, aux États-Unis, le déficit demeure stable jusqu'à ce que le gouvernement décide expressément de réduire ses dépenses.

En même temps qu'ils font de grosses dépenses alourdissant leur déficit, les États-Unis connaissent une bonne reprise économique. Sur les marchés financiers américains, on s'attend à une raréfaction des capitaux jusqu'à ce que le gouvernement américain réduise ses dépenses. En prévision de cette pénurie de capitaux pour les investisseurs privés, les taux d'intérêt américains ont augmenté.

Cette hausse des taux d'intérêt attire aux États-Unis les capitaux étrangers y compris les capitaux canadiens spéculatifs à court terme. Un Canadien qui spéculer sur les dollars américains peut les payer en dollars canadiens ce qui fait baisser la valeur de notre monnaie. En pareilles circonstances, qu'arrivera-t-il au Canada? Nous pouvons réagir en élevant nos taux d'intérêt ou en dévaluant notre dollar.

Les alarmistes d'en face s'écrient aussitôt: «Mon Dieu, le ciel va nous tomber sur la tête, voyez ce qui se passe. Les taux d'intérêt augmentent aux États-Unis et le Canada devra réagir avec des taux d'intérêt exorbitants». Ils crient à la catastrophe et se demandent ce que nous allons faire. Je vais le leur dire, monsieur le Président. Nous allons faire ce que nous avons fait jusqu'ici. Nous allons freiner toute chute brutale de notre dollar par rapport au dollar américain et agir en même temps

pour éviter toute hausse brutale ou rapide de nos taux d'intérêt.

Rien ne prouve, et d'ailleurs les députés d'en face n'ont aucune preuve à fournir pas plus que les économistes qui écrivent dans les journaux et ailleurs, que nous ayons à redouter une hausse très rapide de nos taux d'intérêt ou même une dévaluation accélérée de notre dollar. Les députés d'en face savent que s'il en est ainsi, c'est que l'économie canadienne est extrêmement forte. Nous en avons beaucoup d'exemples, et j'en citerai quelques-uns dans un moment.

Si le député d'en face doute des exemples que je donnerai, je le renvoie au Conference Board du Canada, une institution que les députés d'en face apprécient beaucoup, car elle présente, comme eux, une vue assez sombre de l'avenir de l'économie canadienne. Le dernier rapport trimestriel du Conference Board prévoit que le taux d'inflation diminuera pendant le reste de l'année, passant de 5.8 p. 100 en 1983 à 4.6 p. 100 cette année.

M. Stevens: Et la croissance réelle?

M. MacLaren: Le Conference Board continue en faisant remarquer que le chômage devrait diminuer dans l'année qui vient. Le fait est, monsieur le Président, qu'il y aura une croissance réelle assez importante de l'économie canadienne au cours de l'année 1984. Le député d'en face prétend que non, mais c'est tout à fait illogique.

M. Stevens: Non.

M. MacLaren: Le taux de croissance réelle augmentera de façon sensible.

M. Stevens: Dites-nous de combien.

M. MacLaren: S'il pense que le taux rapide d'augmentation que nous avons connu au début de la relance continuera indéfiniment, il est bien entendu en contradiction avec les prévisions économiques. Le saut initial de la relance est typique des cycles de cette nature et il est suivi par une période de croissance continue et stable, mais plus lente. Nous disons cela depuis le tout début. Nous savions que cela se produirait. Le député d'en face devait le savoir aussi mais, pourtant, cet alarmiste continue à dire que le ciel nous tombe sur la tête. Nous avons dit et nous continuons à dire qu'il y aura une croissance continue et réelle de l'économie canadienne en 1984.

Permettez-moi de dire quelques mots des prévisions économiques. Toutefois, je voudrais également parler un moment des répercussions, au Canada, des taux d'intérêt et de la politique financière générale pratiqués aux États-Unis. Comme je l'ai dit, les États-Unis ont eu, au cours des derniers mois, une croissance économique rapide et un déficit fédéral substantiel. D'après le président du Federal Reserve Board des États-Unis, ces deux facteurs combinés constituent une menace évidente et constante pour le maintien de la croissance et la stabilité des marchés tant nationaux qu'internationaux. Ainsi, il demande instamment au gouvernement de son pays de tâcher de réduire son financement par le déficit budgétaire de façon à permettre au secteur privé de contracter des emprunts plus importants tandis que se poursuit l'expansion économique. Si le gouvernement néglige d'intervenir en ce sens, les taux d'intérêt risquent de continuer à grimper.